

Gelet op advies 49.828/3 van de Raad van State, gegeven op 5 juli 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Regering van 23 mei 2007 tot uitvoering van het decreet van 20 november 2006 over het statuut van de sportschutters, vervangen bij het besluit van de Regering van 20 september 2007, wordt aangevuld met een bepaling onder 4°, luidende :

« 4° repeeteervuurwapens waarvan de totale lengte groter is dan 60 cm of waarvan de looplengte groter is dan 30 cm, die de schutter manueel dient te herbewapenen en die uitgerust zijn met een magazijn of lader van ten hoogste vijf schoten van het kaliber.22 long rifles. »

Art. 2. De Minister bevoegd voor Sport is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 20 juli 2011.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen,
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Cultuur, Media en Toerisme,
Mevr. I. WEYKMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 2723

[2011/205194]

6 OCTOBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2008 concernant une mesure d'aide encourageant la participation des agriculteurs aux régimes de qualité alimentaire dans le cadre du programme de développement rural

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement (CE) n° 65/2011 de la Commission du 27 janvier 2011 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Vu le Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu la décision C(2007) 6083 de la Commission du 30 novembre 2007 approuvant le programme de développement rural de la Wallonie (Belgique) pour la période de programmation 2007-2013;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, l'article 3, § 1^{er}, 2° et 3° modifiés par la loi du 29 décembre 1990, et 6° modifié par la loi du 29 décembre 1990 et par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2008 concernant une mesure d'aide encourageant la participation des agriculteurs aux régimes de qualité alimentaire dans le cadre du programme de développement rural;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 août 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2010;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 17 février 2011, approuvée en date du 26 avril 2011;

Vu l'avis n° 50.163/2/V du Conseil d'Etat, donné le 29 août 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 fixant les lignes directrices de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Considérant l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 portant application de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, et relatif aux critères et aux montants de pénalités en cas de certaines irrégularités constatées en matière de régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif à la prime à la vache allaitante, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique;

Considérant l'acceptation par la Commission européenne le 16 décembre 2009 de la notification de modification du programme de développement rural de la Wallonie, communiquée le 13 juillet 2009 au titre de la période 2007-2013, conformément à l'article 6, § 1^{er}, point c, du Règlement (CE) n° 1974/2006;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2008 concernant une mesure d'aide encourageant la participation des agriculteurs aux régimes de qualité alimentaire dans le cadre du programme de développement rural est complété par les 7^o, 8^o, 9^o et 10^o rédigés comme suit :

« 7^o opération : acte relatif à l'activité agricole, soit la production, l'élevage ou la culture de produits agricoles, y compris la récolte, la traite, l'élevage et la détention d'animaux à des fins agricoles, ou le maintien des terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales, et relatif aux demandes d'aide ou de prime liée à cette activité;

8^o prime à la vache allaitante : prime telle que définie par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif à la prime à la vache allaitante;

9^o régime de paiement unique : régime d'aide au revenu des agriculteurs tel que visé au titre III du Règlement (CE) n^o 73/2009 du Conseil du 19 septembre 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les Règlements (CE) n^o 1290/2005, (CE) n^o 247/2006 et (CE) n^o 378/2007, et abrogeant le Règlement (CE) n^o 1782/2003;

10^o Sanitel : système automatisé de traitement des données concernant l'identification et l'enregistrement des animaux. ».

Art. 2. L'article 4, 1^o, du même arrêté est complété par le tiret rédigé comme suit :

« - productions porcine (porcelets et porcs charcutiers), avicole, cunicole, apicole (miel et produits de la ruche) et héliicole biologiques produites au sens du Règlement (CE) n^o 834/2007; ».

Art. 3. L'article 5 du même arrêté est complété par le 5^o rédigé comme suit :

« 5^o il doit être considéré comme fiable au sens de l'article 5/1. »

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. La fiabilité du producteur est contrôlée par le Service en se référant à toute opération précédemment entreprise depuis le 1^{er} janvier 2000. Pour établir la fiabilité du producteur, le Service recourt aux données disponibles :

- relatives aux fautes intentionnelles :

* au régime de paiement unique;

* à la prime à la vache allaitante;

* dans le cadre d'une mesure d'aide du PDR 2007-2013, à savoir les mesures 121 (Modernisation des exploitations agricoles), 112 (Installation des jeunes agriculteurs), 132 (Aide aux agriculteurs participant à des régimes de qualité alimentaire), 212 (Indemnités compensatoires pour les régions défavorisées) 213 (Paiements Natura 2000), 214 (Paiements agroenvironnementaux) et 311 (Diversification vers des activités non agricoles);

- relatives aux fautes commises dans le cadre du système Sanitel conformément à l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 portant application de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, et relatif aux critères et aux montants de pénalités en cas de certaines irrégularités constatées en matière de régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune.

Des points sont attribués au producteur demandeur selon le tableau 1. Lorsque le total de ces points est égal ou supérieur à 7, le producteur est considéré comme non fiable. Lorsque le total des points est inférieur à 7, le producteur est considéré comme fiable. ».

Tableau 1

Information	Points
Faute intentionnelle relative au droit à la prime unique	4
Faute intentionnelle relative à la prime à la vache allaitante	4
Faute intentionnelle dans le cadre d'une mesure du programme de développement rural : mesures 132, 212, 213, 214	3
Faute intentionnelle dans le cadre d'une mesure du programme de développement rural : mesures 121, 112, 311	4
Faute relative au système Sanitel	2

Art. 5. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. L'aide couvre les frais de certification, les frais d'audit initial, les frais d'inscription à un régime et la cotisation annuelle due pour y participer.

Par frais de certification, il faut entendre les coûts annuels forfaitaires liés à la certification, y compris les frais forfaitaires annuels d'inspection, de contrôle et d'analyse. »

Art. 6. L'article 11 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. Pour chaque régime de qualité alimentaire éligible à la mesure d'aide, le Ministre arrête annuellement un montant de référence en fonction de la nature des frais de contrôle et de certification et des frais d'audit initial découlant du plan de contrôle du régime de qualité, des frais d'inscription à un régime et la cotisation annuelle due pour y participer. Ce montant de référence représente le montant annuel maximum de l'aide qui peut être octroyée à chaque producteur engagé dans le régime concerné. »

Art. 7. Dans l'article 12, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « quatre mois » sont remplacés par les mots « deux mois ».

Art. 8. Les articles 1^{er} à 6 entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

L'article 7 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Art. 9. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 octobre 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 2723

[2011/205194]

6. OKTOBER 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2008 über eine Beihilfemaßnahme zur Förderung der Beteiligung der Landwirte an Lebensmittelqualitätsregelungen im Rahmen des Programms für ländliche Entwicklung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 65/2011 der Kommission vom 27. Januar 2011 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Entscheidung Nr. C(2007) 6083 der Kommission vom 30. November 2007 zur Genehmigung des Programms der ländlichen Entwicklung für die wallonische Region (Belgien) des Programmplanungszeitraums 2007-2013;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, § 1, 2° und 3°, abgeändert durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990, und 6°, abgeändert durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990 sowie durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2008 über eine Beihilfemaßnahme zur Förderung der Beteiligung der Landwirte an Lebensmittelqualitätsregelungen im Rahmen des Programms für ländliche Entwicklung;

Aufgrund des am 27. August 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 16. Dezember 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 26. April 2011 genehmigten Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 17. Februar 2011;

Aufgrund des am 29. August 2011 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 50.163/2/V;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Region vom 22. Juni 2006 zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehene Cross-Compliance;

In Erwägung des Ministerialerlasses vom 7. Juli 2006 über die Anwendung der Cross-Compliance, vorgesehen in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, und über die Kriterien und die Beträge der Strafen im Falle bestimmter Regelwidrigkeiten, die im Bereich der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik festgestellt werden;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Januar 2008 bezüglich der Mutterkuhprämie, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2008 abgeänderten Fassung;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft;

In Erwägung der Genehmigung am 16. Dezember 2009 der Europäischen Kommission zur Meldung der Abänderung des Programms für die ländliche Entwicklung der Wallonie, mitgeteilt am 13. Juli 2009 für den Zeitraum 2007-2013, gemäß Artikel 6, § 1, Punkt c der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2008 über eine Beihilfemaßnahme zur Förderung der Beteiligung der Landwirte an Lebensmittelqualitätsregelungen im Rahmen des Programms für ländliche Entwicklung wird durch die Punkte 7°, 8°, 9° und 10° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

7° Maßnahme: Handlung über die landwirtschaftliche Tätigkeit, entweder die Erzeugung, die Zucht oder der Anbau von landwirtschaftlichen Erzeugnissen, einschließlich der Ernte, des Melkens, der Zucht oder der Haltung von Tieren zu landwirtschaftlichen Zwecken oder die Erhaltung von Ländereien in gutem landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand und über die Anträge auf Beihilfe oder Prämie, die mit dieser Tätigkeit verbunden ist;

8° Mutterkuhprämie: die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Januar 2008 bezüglich der Mutterkuhprämie definierte Prämie;

9° Betriebsprämienregelung: Beihilferegulation zugunsten der Einkünfte der Landwirte im Sinne von Titel III der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates vom 19. September 2009 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1290/2005, (EG) Nr. 247/2006 und (EG) Nr. 378/2007 und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

10° Sanitel : automatisiertes System der Datenverarbeitung für die Identifizierung und Registrierung der Tiere.»

Art. 2 - Artikel 4, 1° desselben Erlasses wird durch einen Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«- biologische Produktionen von Schweinefleisch (Ferkel und Fleischschweine), Geflügel, Kaninchen, Bienen (Honig und Bienenstockprodukte) und Schnecken im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 834/2007;».

Art. 3 - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch den Punkt 5° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«5° er muss im Sinne von Artikel 5/1° als zuverlässig betrachtet werden.».

Art. 4 - In denselben Erlass wird ein Artikel 5/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 5/1 - Die Zuverlässigkeit des Erzeugers wird durch die Dienststelle überprüft, wobei sie sich auf jegliche seit dem 1. Januar 2000 vorgenommene Maßnahme bezieht. Um die Zuverlässigkeit des Erzeugers festzustellen, greift die Dienststelle auf die folgenden verfügbaren Daten zurück:

- betreffend die vorsätzlichen Verfehlungen:

* über die Betriebsprämienregelung:

* über die Mutterkuhprämie;

* im Rahmen einer Beihilfemaßnahme des Programms für ländliche Entwicklung 2007-2013, d.h. die Maßnahmen 121 (Modernisierung landwirtschaftlicher Betriebe), 112 (Niederlassung von Junglandwirten), 132 (Teilnahme von Landwirten an Lebensmittelqualitätsregelungen), 212 (Ausgleichszulage in sonstigen benachteiligten Gebieten), 213 (Zahlungen im Rahmen von Natura 2000), 214 (Zahlungen für Agrarumweltmaßnahmen) und 311 (Diversifizierung hin zu nicht landwirtschaftlichen Tätigkeiten);

- über die Fehler, die im Rahmen des Sanitel-Systems begangen wurden, gemäß dem Ministerialerlass vom 7. Juli 2006 über die Anwendung der Cross-Compliance, vorgesehen in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, und über die Kriterien und die Beträge der Strafen im Falle bestimmter Regelwidrigkeiten, die im Bereich der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik festgestellt werden;

Dem antragstellenden Erzeuger werden nach der Tabelle 1 Punkte gewährt. Wenn die Gesamtanzahl dieser Punkte mindestens 7 entspricht, wird der Erzeuger als unzuverlässig betrachtet. Wenn die Gesamtanzahl dieser Punkte unter 7 liegt, wird der Erzeuger als zuverlässig betrachtet.»

Tabelle 1 :

Information	Punkte
Vorsätzliche Verfehlung im Rahmen der Betriebsprämienregelung	
Vorsätzliche Verfehlung im Rahmen der Mutterkuhprämie	4
Vorsätzliche Verfehlung im Rahmen einer Maßnahme des Programms für ländliche Entwicklung: Maßnahmen 132, 212, 213, 214	3
Vorsätzliche Verfehlung im Rahmen einer Maßnahme des Programms für ländliche Entwicklung: Maßnahmen 121, 112, 311	4
Verfehlung im Rahmen des Sanitel-Systems	2

Art. 5 - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 6. — Die Beihilfe deckt die Zertifizierungskosten, die Kosten des ursprünglichen Audits, die Kosten des Beitritts zu einer Regelung und den jährlichen Beitrag für die Teilnahme an dieser Regelung.

Als Zertifizierungskosten gelten die jährlichen mit der Zertifizierung verbundenen Pauschalkosten, einschließlich der jährlichen Pauschalkosten für die Inspektion, die Kontrolle und die Analyse».

Art. 6 - Artikel 11 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 11. — Für jegliche Lebensmittelqualitätsregelung, die Anspruch auf die Beihilfemaßnahme gibt, bestimmt der Minister jährlich einen Referenzbetrag je nach der Natur der Kontroll- und Zertifizierungskosten und der Kosten des ursprünglichen Audits, die mit der Anwendung des Kontrollplans der Qualitätsregelung verbunden sind, sowie der Kosten des Beitritts zu einer Regelung und des jährlichen Beitrags für die Teilnahme an dieser Regelung. Dieser Referenzbetrag entspricht dem jährlichen Höchstbetrag der Beihilfe, die jedem Erzeuger, der sich für die betroffene Regelung entschieden hat, gewährt werden kann.»

Art. 7 - In Artikel 12, Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter «vier Monaten» durch die Wörter «zwei Monaten» ersetzt.

Art. 8 - Artikel 1 bis 6 treten in Kraft am ersten Tag des Monats, der auf den Monat der Ablauf der zehntägigen Frist folgt, die am Tag nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* beginnt.

Artikel 7 tritt am 1. Januar 2012 in Kraft.

Art. 9 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Oktober 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 2723

[2011/205194]

6 OKTOBER 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2008 betreffende een steunmaatregel waarbij de landbouwers ertoe aangezet worden deel te nemen aan de voedselkwaliteitsregelingen in het kader van het programma voor plattelandontwikkeling

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 65/2011 van de Commissie van 27 december 2011 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de randvoorwaarden in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandontwikkeling;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO);

Gelet op beslissing C(2007) 6083 van de Commissie van 30 november 2007 tot goedkeuring van het programma voor plattelandontwikkeling van Wallonië (België) voor de programmatieperiode 2007-2013;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 2° en 3°, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990, en 6°, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2008 betreffende een steunmaatregel waarbij de landbouwers ertoe aangezet worden deel te nemen aan de voedselkwaliteitsregelingen in het kader van het programma voor plattelandontwikkeling;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 augustus 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 december 2010;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 17 februari 2011 en goedgekeurd op 26 april 2011;

Gelet op advies nr. 50.163/2/V van de Raad van State, gegeven op 29 augustus 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 juli 2006 houdende toepassing van de randvoorwaarden voorzien bij artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, en betreffende de criteria en bedragen van boetes in geval van bepaalde onregelmatigheden vastgesteld op het gebied van voornoemde regelingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de zoekkoeienpremie zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw;

Overwegende dat de Europese Commissie op 16 december 2009 de kennisgeving over de wijziging van het programma voor plattelandontwikkeling van Wallonië aanvaard heeft zoals medegedeeld op 13 juli 2009 voor de periode 2007-2013, overeenkomstig artikel 6, § 1, punt c), van Verordening (EG) nr. 1974/2006;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2008 betreffende een steunmaatregel waarbij de landbouwers ertoe aangezet worden deel te nemen aan de voedselkwaliteitsregelingen in het kader van het programma voor plattelandontwikkeling wordt aangevuld met nummers 7°, 8°, 9° en 10°, luidend als volgt :

« 7° verrichting : handeling van de landbouwactiviteit, ofwel landbouwproducten produceren, fokken of telen tot en met het oogsten, het melken, het fokken en het houden van dieren voor landbouwdoeleinden of de grond in goede landbouw- en milieuconditie houden en betreffende activiteitsgebonden steun- of premieaanvragen;

8° zoekkoeienpremie : premie zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de zoekkoeienpremie;

9° bedrijfstoeslagregeling : steunregeling voor landbouwersinkomen zoals bedoeld in titel III van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad van 19 september 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 1290/2005, (EG) nr. 247/2006 en (EG) nr. 378/2007 en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

10° Sanitel : geautomatiseerd dataverwerkingssysteem voor de identificatie en registratie van dieren. »

Art. 2. Artikel 4, 1°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een streepje luidend als volgt :

« - biologische varkens- (biggen en vleesvarkens), pluimvee-, konijnen-, bijen- (honig en bijenkorfproducten) en slakkenproductie in de zin van Verordening (EG) nr. 834/2007; ».

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een 5° luidend als volgt :

« 5° hij moet als betrouwbaar worden beschouwd in de zin van artikel 5/1. »

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5/1. De betrouwbaarheid van de producent wordt door de Dienst gecontroleerd onder referentie aan elke voorheen sinds 1 januari 2000 ondernomen verrichting. Om de betrouwbaarheid van de producent vast te stellen, doet de Dienst een beroep op de beschikbare gegevens :

- betreffende de opzettelijke fouten :

* tegen de bedrijfstoelageregeling;

* tegen de zoogkoeienpremie;

* in het kader van een steunmaatregel van het programma voor plattelandsontwikkeling 2007-2013, namelijk de maatregelen 121 (modernisering landbouwbedrijven), 112 (vestiging jonge landbouwers), 132 (steun voor landbouwers die deelnemen aan de voedingskwaliteitsregelingen), 212 (compenserende vergoedingen voor achtergestelde regio's), 213 (Natura 2000 betalingen), 214 (agro/milieu betalingen) en 311 (diversificatie naar niet landbouwactiviteiten);

- betreffende fouten begaan in het kader van het Sanitel-systeem overeenkomstig het ministerieel besluit van 7 juli 2006 houdende toepassing van de randvoorwaarden voorzien bij artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, en betreffende de criteria en bedragen van boetes in geval van bepaalde onregelmatigheden vastgesteld op het gebied van voornoemde regelingen.

Er worden punten toegekend aan de producent volgens tabel 1. Wanneer het totaal van die punten gelijk is aan of hoger is dan 7, wordt de producent als niet-betrouwbaar beschouwd. Wanneer het totaal van de punten lager is dan 7, wordt de producent als betrouwbaar beschouwd. »

Tabel 1 :

Informatie	Punten
Opzettelijke fout i.v.m. bedrijfstoelageregeling	4
Opzettelijke fout i.v.m. zoogkoeienpremie	4
Opzettelijke fout in het kader van een maatregel inzake het programma plattelandsontwikkeling : Maatregelen 132, 2012, 213, 214	3
Opzettelijke fout in het kader van een maatregel inzake het programma plattelandsontwikkeling : Maatregelen 121, 112, 311	4
Fout i.v.m. Sanitel-systeem	2

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De steun dekt de certificatiekosten, de kosten i.v.m. de aanvankelijke audit, de inschrijvingskosten voor een regeling en de verschuldigde jaarlijkse bijdrage om eraan deel te nemen.

Onder certificeringskosten worden verstaan : de jaarlijkse forfaitaire kosten die verband houden met de certificering, met inbegrip van de jaarlijkse forfaitaire kosten voor inspectie, controle en analyse. »

Art. 6. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. Voor elke voedselkwaliteitsregeling die voor de steunmaatregel in aanmerking komt, bepaalt de Minister jaarlijks een referentiebedrag op grond van de aard van de kosten voor de controle, de certificering en de aanvankelijke audit voortvloeiend uit de toepassing van het controleplan van de kwaliteitsregeling, voor de inschrijving voor een regeling en de jaarlijkse deelnamebijdrage. Dat referentiebedrag vertegenwoordigt het jaarlijkse maximumbedrag van de steun die toegekend kan worden aan elke producent die in de betrokken regeling gestapt is. »

Art. 7. In artikel 12, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « vier maanden » vervangen door de woorden « twee maanden ».

Art. 8. De artikelen 1 tot en met 6 treden in werking de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen ingaand de dag na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 7 treedt in werking op 1 januari 2012.

Art. 9. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 oktober 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 2724

[2011/205195]

**6 OCTOBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant la partie de la quantité totale de quotas d'émission de gaz à effet de serre
allouée initialement aux nouveaux entrants pour la période 2008-2012**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, notamment les articles 3, 4 et 5;

Vu le plan wallon d'allocation des quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2008-2012) du 17 juin 2008;

Vu la décision de la Commission européenne du 30 juin 2008 concernant le plan national d'octroi de quotas d'émission de gaz à effet de serre notifié par la Belgique conformément à la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil;

Considérant que l'allocation aux nouveaux entrants visés à l'article 1^{er} pour l'année 2012 n'est pas complète du fait du manque de quotas disponibles dans la réserve wallonne;

Considérant que cette allocation pourra être complétée dans le futur en fonction de l'arrivée de quotas dans la réserve wallonne pour les nouveaux entrants;